



Déclaration liminaire

CTSD - 2 mars 2021

**M. Le directeur Académique,
Mesdames et Messieurs les membres du CTSD,**

A chaque début d'année civile, la presse locale se met au chevet de la démographie du département. Le nôtre ne souffre pas démographiquement de perte de population. Mais à l'image de notre pays, la croissance démographique dite naturelle est en panne. La jeunesse se fait rare... Si certains de nos territoires plus attractifs auront moins à souffrir demain de décroissance démographique, pour d'autres, le processus naufrageux est enclenché ! L'alerte a déjà été lancée il y a de cela quelques années ; peu de territoires ont réagi et peu semblent prendre la mesure de leur perte, espérant toujours se faufiler, se dérober et profiter d'une quelconque mesure qui permet encore un dernier souffle avant de sombrer. Car nous pensons à l'UNSA Education que certains territoires de notre département en manque d'inspiration et d'aspiration vont finir par pleurer leur manque de dynamisme, de clairvoyance voire d'un concret engagement pour l'école publique.

Et puis des cours d'école se taisent ! Car la cisaille mathématique des moyennes et des indicateurs froids finit par avoir le dernier mot et plus aucune bouée ne vient sauver la classe qu'on a préservé depuis 2, 3, 4 ou 5 ans en se rassurant égoïstement : « c'est le voisin qui ferme ! » Et dans ce genre de rapport, l'être se reconforte en se recentrant sur son petit soi, et les œillères du nombrilisme rencontre tout le champ de la petitesse des territoires et de leur détresse.

Mais que n'avons-nous pas fait ? Qu'avons-nous attendu pour éviter cette submersion de fermetures que nous allons pouvoir regretter cette année encore au terme de cette première phase de la carte scolaire. A l'UNSA Éducation 79, nous l'annonçons l'année dernière et les années précédentes également, la congestion va maintenant se répandre, et nous avons bien peur que les services de la DSDEN ne recèlent pas le bon ersatz ! C'est souvent ainsi : on voit la crise au loin et on l'analyse très bien quand elle est encore chez les autres, et tant qu'elle n'effleure que nos orteils comme la vague qui s'étale sur la plage, chacun joue à se faire peur et recule d'un pas, jusqu'au moment où coincé entre la dune et la marée montante, l'urgence de la décision à prendre nous renvoie en pleine face notre fragilité devant ce qui ferait de nous des hommes et des femmes responsables : le choix ! Faire le bon choix... Mais le choix, à l'UNSA Éducation, nous pensons qu'il doit s'anticiper !

Pour autant :

- Peut-on en vouloir à nos collègues de ne pas avoir su lire l'embolie des effectifs sur 2, 3 ou 4 années ? Certainement pas ! Nos collègues adjoints et directeurs sont happés par leur quotidien et il faut avoir du temps pour se donner le temps de l'analyse et de la perspective voire de la prospective.

- Peut-on en vouloir aux inspecteurs en circonscriptions ? S'ils ont davantage la capacité de prendre de la hauteur sur la question, ont-ils eux aussi le temps de s'y pencher ? Ont-ils réellement les moyens d'agir en faveur de l'école publique ?
- Peut-on en vouloir aux élus de s'arc-bouter pensant que l'épaisseur historique, la nature de leur commune, les immunisera des affres d'un avenir qui les immerge dans l'incertain. N'est-il pas plus simple de feindre plutôt que prendre à bras le corps le questionnement si tangible de l'école rurale ?
- Est-ce vous, M. L'Inspecteur d'Académie, qui n'avez pas alerté des situations inquiétantes, ou désespérées et permis d'amener chacun des acteurs à anticiper, et à maintenir un service public d'éducation digne de l'Ecole de la République comme toujours nous l'ambitionnons, comme invariablement nous la rêvons pour nos élèves ?
- Est-ce l'état qui ne prend pas ses responsabilités et qui rognant les moyens par-ci, imposant des dispositifs par-là ne permet pas d'améliorer l'accueil au quotidien dans les écoles malgré que le P/E et le taux d'encadrement nous indiquent combien nous sommes maintenant un département vertueux !

Dans le 1er degré, la dotation académique est nulle pour une baisse significative des effectifs. Pour les Deux-Sèvres ce sera - 8 enseignants après les - 17 de l'année dernière. Cela ne permettra pas d'améliorer des conditions d'enseignement comme s'en flatte notre ministre. En effet, la mise à l'arrêt par l'exécutif du travail sur la structuration du tissu scolaire depuis 2017, empêche de réorienter les marges dégagées par la baisse démographique. Les écoles éprouvent des besoins importants même si certains sont moins visibles immédiatement que les classes : présence d'enseignants spécialisés pour répondre aux besoins éducatifs particuliers toujours plus prégnants, remplacement notamment pour la formation initiale et continue, temps dévolu à la direction d'école, etc... etc...

Sur ce dernier point, nous rappelons qu'à la rentrée 2021, le régime des décharges doit être amélioré. Tous les moyens nécessaires doivent donc être consacrés, d'une part à la consolidation des décharges précédemment prévues pour les écoles de 1 à 3 classes et d'autre part aux augmentations des régimes de décharges actuels. C'est le sens des engagements pris par le ministre ; l'UNSA-Éducation sera vigilante à ce que ce soit bien le cas dans le département. La proposition de maintenir la décharge à titre dérogatoire et pendant une année aux collègues directeurs qui auront à connaître dans leur école une fermeture de classe est une bonne idée. Cela dit, vous avez l'année dernière, M. Le Directeur Académique, supprimé plus de 5 ETP de décharges dérogatoires pour en repositionner cette année ! Il nous semblerait à l'UNSA Éducation que l'application d'une règle stable permettrait aux collègues une meilleure lecture du régime des décharges de direction dans notre département et ainsi s'inscrire dans une continuité.



Par ailleurs d'autres champs, depuis trop longtemps mis en tension, devront également trouver des réponses dans le contexte de cette carte scolaire. Il est temps que la tendance s'inverse concernant les RASED qui ont été fragilisés ces dernières années alors qu'ils jouent un rôle très important dans le traitement de la grande difficulté, qui plus est dans cette période, où la rupture scolaire a précisément touché avant tout les plus précaires et les plus en difficulté dans les apprentissages. Il est également indispensable de renforcer le nombre des enseignants référents et de dégager les moyens humains nécessaires à la coordination des PIAL.

Les collègues ne sont pas dupes et comprennent que certaines de leurs écoles résonneront avec « Fermeture » ; nous souhaiterions pourtant que les écoles proches du seuil de fermeture (-1, -2 voire -3 élèves) éveillent votre bienveillance surtout quand les situations annoncées aujourd'hui ne garantissent en rien les situations de septembre.

Nous alertons depuis plusieurs années sur la concurrence des écoles privées. Elle sera d'autant plus vraie que les temps sont durs également pour celles-ci. Ne fragilisons pas davantage les écoles publiques et garantissons le service public d'éducation sur les territoires.

A l'Unsa-Education, nous revendiquons :

- La prise en compte des élèves dès 2ans 1/2 dans les ZRR.
- 24 élèves par classe maximum de la maternelle au lycée.
- 20 élèves par classe dans les territoires dont les populations ont des difficultés.
- 12 élèves en EGPA, et 10 en ULIS.
- 12 élèves pour les dispositifs UPE2A.
- La bonne prise en compte des élèves d'ULIS dans l'effectif global de l'école.

Ces critères permettraient de garantir de meilleures conditions de travail pour nos collègues, et de recueillir des conditions d'apprentissages favorables pour les élèves. Bien meilleures que le -8 postes nous promet pour la rentrée 2021 !